



ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°166/2026

OBJET : Travaux électriques – Interdiction temporaire de stationnement et mise en place d'une circulation alternée sur les avenues de la Cour de France, des Pommiers, des Cerisiers, des Vignes, du Val et rue Pierre Curie – du 11 mai au 23 juin 2026.

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8, R.417-1 et R.285-1,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°110/2014 du Conseil municipal du 15 décembre 2014 transférant la compétence voirie à l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB),

Vu la délibération n°009/2026 du Conseil municipal du 21 mars 2026 portant sur l'élection du Maire,

Vu l'arrêté n° 157/2026 du 16 avril 2026 donnant délégation de signature à Madame Quynh NGO, Adjointe suppléante, du 20 avril au 03 mai 2026,

Vu la demande en date du 10 avril 2026, présentée par la société Serpollet sise 19 rue le Bois Cerdon, 94460 Valenton, relative au renouvellement du réseau électrique,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les travaux sur le domaine public afin d'assurer la sécurité des usagers et la conservation du domaine,

Considérant la nature des travaux, il y a lieu d'aménager le stationnement et la circulation,

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l'autorisation :

La société Serpollet est autorisée à réaliser des travaux de renouvellement du réseau électrique, sur les avenues de la Cour de France, des Pommiers, des Cerisiers, des Vignes, du Val et rue Pierre Curie.

Article 2 – Nature des travaux :

Les travaux consistent en :

- Renouvellement du réseau électrique
- Ouverture de tranchée
- Pose de l'ouvrage
- Remblaiement et réfection à l'identique

Article 3 – Période d'exécution :

Les travaux sont autorisés du 11 mai au 23 juin 2026.

Article 4 – Prescriptions techniques :

- L'entreprise bénéficiaire devra respecter les normes en vigueur et assurer la sécurité des usagers.
- Le stationnement sera temporairement interdit à hauteur et à l'avancement du chantier, du 11 mai au 23 juin 2026 inclus pendant la durée des travaux.
- La circulation se fera sur une voie et sera régulée manuellement par panonceaux de type K10, à hauteur des avenues de la Cour de France, des Pommiers, des Cerisiers, des Vignes, du Val et rue Pierre Curie, du 11 mai au 23 juin 2026 inclus.

Article 5 - Sécurité :

- Une signalisation réglementaire devra être mise en place par la société bénéficiaire pendant toute la durée du chantier.
- La vitesse sera limitée à 30 km/h, à hauteur du chantier.
- Tout véhicule gênant pourra faire l'objet d'une verbalisation ainsi que sa mise en fourrière conformément aux articles R.417-1 et R.285-1 du Code de la Route.
- Les dispositions qui précèdent seront portées à la connaissance des usagers par des panneaux réglementaires de signalisation placés aux endroits appropriés, par la société bénéficiaire.

Article 6 - Responsabilité

Le bénéficiaire est responsable des dommages causés aux tiers et au domaine public.

Article 7 - Réception

Les travaux pourront être contrôlés par les services municipaux.

Article 8 - Exécution

Le présent arrêté sera affiché sur place 48 heures avant le démarrage des travaux par la société bénéficiaire.

Article 9 - Ampliation

Monsieur le Chef de l'agglomération de Police nationale de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur de Chef de Service de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. Monsieur le Directeur des Services Techniques de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, pour information.

Fait à Morangis, le 30 avril 2026

Pour le Maire, et par délégation
L'adjointe suppléante
Quynh NGO



Arrêté certifié exécutoire

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.